



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 3249

Texte de la question

## REPRISE DE LA CROISSANCE

M. le président. La parole est à M. Christian Jacob, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Christian Jacob. Monsieur le Premier ministre, le chiffre de la croissance au premier trimestre est connu : 1 %. C'est un très bon chiffre puisque nous avons prévu dans le budget une croissance annuelle entre 1,8 % et 2 %. C'est du jamais vu depuis 2006, et il faut surtout comparer avec la croissance de nos principaux partenaires, que ce soient les États-Unis ou le Royaume-Uni. Ce chiffre est la traduction d'une augmentation très significative de la consommation des ménages, de l'investissement - plus de 1 % -, des exportations, et surtout des emplois manufacturiers : 3,4 %, c'est-à-dire, concrètement, 58 000 emplois créés. Depuis dix ans, il y a des créations nettes d'emplois dans ce secteur.

Ces résultats ne sont pas le fait du hasard. Comme tous les autres pays de l'OCDE, nous avons connu une crise économique, financière et sociale sans précédent, mais nous avons pris, sous l'autorité du Président de la République, avec votre gouvernement et grâce à la mobilisation totale de notre majorité, un certain nombre de mesures qui portent aujourd'hui leurs fruits : renforcement de la compétitivité des entreprises ; création du crédit d'impôt recherche, qui suscite une vraie attractivité pour la France ; soutien aux filières industrielles ; baisse de la taxe professionnelle, qui allège les charges pesant sur les entreprises tout en assurant la stabilité des finances des collectivités locales ; enfin, maîtrise du coût du travail.

Toutes ces dispositions nous ont permis de renouer avec les trois moteurs essentiels de la croissance : la production, l'investissement et la consommation.

Pouvez-vous, monsieur le Premier ministre, nous tracer les perspectives qu'offrent ces formidables résultats dans les deux domaines de préoccupation forte des Français : la création d'emplois et le pouvoir d'achat ?  
(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. François Fillon, Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur le président Jacob, 1 % de croissance pour le premier trimestre 2011, c'est la confirmation que l'économie française est sur la voie d'une reprise solide. C'est la plus forte hausse depuis 2006, supérieure à la moyenne des autres pays européens et même deux fois supérieure à la croissance de la Grande-Bretagne et des États-Unis. (*" Et l'Allemagne ? " sur les bancs du groupe SRC.*)

De plus, vous l'avez vous-même indiqué, tous les autres indicateurs convergent vers une reprise solide de l'économie française : la consommation des ménages et l'investissement des entreprises ont augmenté. La résultante de tout cela, c'est près de 60 000 emplois créés au premier trimestre 2011, soit une augmentation de 56 % par rapport au trimestre précédent.

De tels résultats ne sont pas dus au hasard : ils sont le fruit de la politique économique que nous avons conduite et que vous et vos collègues de la majorité avez mise en oeuvre. Cette politique a consisté à privilégier la relance par l'investissement, à travers des mesures clefs telles que la suppression de la taxe professionnelle et l'augmentation très importante du crédit d'impôt recherche.

Nous avons désormais un acquis de croissance pour l'année 2011 de 1,6 %, alors que nous ne sommes qu'au début du deuxième trimestre. C'est dire si les prévisions de croissance de 2 % que le Gouvernement avait faites sont parfaitement tenables.

Mesdames et messieurs les députés, au moment où les efforts des Français portent leurs fruits, il est très

important de ne pas varier notre ligne économique. Il faut la tenir en continuant à valoriser le travail, avec les mesures sur les heures supplémentaires et avec le nouveau partage de la valeur dans les entreprises, dispositif sur lequel vous allez être amenés à débattre dans quelques semaines. Tenir notre ligne, c'est aussi soutenir l'innovation, à travers la mise en oeuvre des investissements d'avenir, combattre le chômage des jeunes avec les mesures sur l'apprentissage, c'est enfin réduire nos déficits.

Face à la crise, il y avait plusieurs stratégies possibles, et les critiques ont été nombreuses contre celle que nous avons suivie. L'opposition nous indiquait qu'il fallait baisser la TVA pour relancer la consommation et nationaliser le secteur bancaire. Aujourd'hui, chacun constate les résultats : ceux qui ont choisi, en Europe, une telle stratégie ont des résultats deux fois moins bons que les nôtres. Mesdames et messieurs les députés de l'opposition, la crédibilité, c'est aussi de reconnaître cette situation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe NC.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Christian Jacob](#)

**Circonscription :** Seine-et-Marne (4<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3249

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 18 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 mai 2011